

# Rapport de conférence

**Potsdam Dialogues du Printemps 2010**

## **Chocs externes et organisations régionales africaines**

### **De la réaction à la prévention**

16 et 17 avril 2010  
Hôtel Voltaire, Potsdam

---

Les alliances régionales sont également une chance pour les États africains de faire face aux défis du monde globalisé et de donner plus de poids à leurs intérêts au niveau international. Les États africains se sont par conséquent regroupés sous l'égide de l'Union Africaine (UA) ainsi que dans différentes organisations régionales. La question de savoir dans quelle mesure ces alliances régionales proposent des réponses et des solutions efficaces aux problèmes mondiaux comme la crise économique et financière ou le changement climatique, a été discutée par de nombreux représentants d'organisations régionales africaines ainsi que par des experts internationaux les 16 et 17 avril à Potsdam. La conférence de cette année intitulée « Chocs externes et organisations régionales africaines, de la réaction à la prévention », a été organisée conjointement par la Fondation pour le développement et la paix (Stiftung Entwicklung und Frieden) et InWEnt (Renforcement des capacités et développement international gGmbH) en collaboration avec l'Institut Renner et le journal WeltTrends. La manifestation a également été soutenue par Le Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ) et le Land de Brandebourg.

Lors de son discours d'ouverture, sur les capacités de prévention et de réaction des organisations régionales africaines, M. Djimadoum Mandekor, représentant de la Commission de l'UA, mit en exergue la réaction rapide des États africains face à la crise économique. Ainsi, dès novembre 2008, à Tunis, une réunion des ministres nationaux de l'économie et des finances a répondu aux premiers signes de la crise par une déclaration commune prônant la poursuite des mesures de réforme économique et le maintien de l'objectif de stabilité macroéconomique. M. Mandekor insista sur le fait que les États africains ne sont pas à l'origine de la crise actuelle. Cependant, le continent souffre également considérablement des conséquences négatives de cette crise. M. Mandekor poursuivit en déclarant que, alors qu'elle est frappée par la crise économique, l'Afrique doit parallèlement gérer d'autres crises résultant de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

La fermeture de l'espace aérien européen, imposé la veille de la conférence par l'éruption d'un volcan islandais, a empêché le deuxième intervenant d'ouverture, M. Thomas Albert, Directeur du département Afrique du Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), de se rendre aux Dialogues de printemps de Potsdam. L'intervention de M. Albert a donc été lue en son absence. Il souligna, dans son intervention, la réaction particulièrement rapide, et surtout unie, des États africains face à la crise économique et au changement climatique. M. Albert

considéra que le degré comparativement faible d'échanges commerciaux intra-régionaux en Afrique, la nécessité de renforcer l'identification avec les mesures politiques régionales au niveau national, ainsi que le développement des capacités des organisations régionales africaines sont les principaux défis auxquels les organisations régionales africaines doivent faire face.

Lors d'une discussion ultérieure, les activités commerciales relativement faibles entre les États africains ont de nouveau été abordées. La faiblesse de ces activités est un problème central car elle remet en question la pertinence des mesures d'intégration économiques et leurs effets. De plus, l'approfondissement de l'intégration régionale est freiné par le fait qu'actuellement, les États sont simultanément membres de différentes organisations régionales.

### **L'adaptation au changement climatique comme stratégie de survie**

Le premier panel fut dédié aux réactions des organisations régionales face au changement climatique. Le Dr. Youba Sokona, Secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel [Sahara Sahel Observatory (OSS)] de Tunis, présenta tout d'abord les problèmes urgents liés au changement climatique auxquels les États africains sont confrontés. Afin de traiter ces problèmes, des stratégies d'adaptation, tant nationales que régionales, sont vitales pour les États africains. Toutefois, leur mise en œuvre est considérablement freinée par le manque actuel de ressources financières, personnelles et techniques en Afrique. De plus, aucune des organisations régionales africaines n'a actuellement de plan cohérent de lutte contre les changements climatiques. Le Dr. Sokona rappela avec insistance qu'il ne faut pas perdre de temps. Le Professeur Richard Odingo (des extraits de son discours ont été lus à cause de son absence), ancien vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), présenta de manière exemplaire le travail d'une institution africaine, l'IGAD (l'Autorité intergouvernementale pour le développement) Climate Prediction and Application Centre. Cette organisation travaille à la fois dans le domaine de l'information et d'alerte précoce et dans l'adaptation active aux conséquences du changement climatique. Parallèlement, il souligna que l'Afrique ne fait pas partie des responsables des changements climatiques et que par conséquent les mesures d'atténuation du choc climatique ne sont pas de la responsabilité première du continent. Lors de la discussion suivant cet exposé, la question fut entre autres posée de savoir dans quelle mesure l'Afrique peut développer des stratégies communes dans le cadre de ses réactions au changement climatique et parler d'une seule et même voix. Les intérêts divergents des États africains sont l'une des difficultés centrales qui ont été identifiées. Ainsi, l'Afrique du Sud, par exemple, puissance économique centrale et plus grande émettrice de CO<sub>2</sub> du continent, poursuit d'autres intérêts et stratégies lorsqu'il s'agit de faire face au changement climatique que ceux des pays producteurs de pétrole ou des pays les moins développés.

### **Les différents visages de la crise**

Les réactions concrètes des organisations régionales africaines à la crise économique et financière mondiale furent au centre des débats du deuxième panel au cours duquel deux représentants d'organisations africaines importantes prirent la parole : le Professeur N'galadjo L. Bamba, Commissaire chargé des affaires économiques de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et M. Sadwick L. Mtonakutha, économiste en chef de la communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Le Professeur Bamba exposa que les États d'Afrique de l'Ouest sont touchés non seulement par la crise économique mondiale mais surtout en premier lieu par des crises de l'énergie et des denrées alimentaires les ayant précédées. Les conséquences de cette situation de crise complexe se font sentir actuellement en Afrique de l'Ouest, en particulier par

des prix du pétrole de nouveau en baisse ainsi qu'une réduction de la demande en produits agricoles d'exportation, deux des sources de revenus principales des États de la CEDEAO. La crise économique mondiale se reflète également dans la baisse des investissements étrangers directs dans la région, l'absence de versements des immigrants d'Afrique de l'Ouest vers leur pays d'origine ainsi que la baisse de versements des travaux de développement international. De sorte que dans le cas de l'Afrique, on devrait parler non pas d'une crise mais de plusieurs crises qui se chevauchent en partie, ce que M. Mtonakutha démontra clairement en sa fonction de représentant de la SADC. L'une des leçons tirées de ces diverses situations de crise par la SADC est que les États disposant de réserves financières sont mieux à même de prendre des contre-mesures efficaces. De même, M. Mtonakutha mit en avant le fait que les réformes macro-économiques globales ont contribué au contrôle efficace par les États nationaux. Parallèlement, il estima urgent que les États de la SADC continuent à diversifier la structure de leurs exportations et à réduire la dépendance des variations de prix sur le marché mondial. Pour conclure, il souligna avec insistance que les États africains doivent changer d'orientation pour passer de la réaction à une action responsable et préventive.

Dans ses commentaires sur les deux exposés précédents, M. Detlev Pütz de la Banque africaine de développement (BAD) mit en exergue que les différentes crises ont engendré des gagnants et des perdants en Afrique. Ainsi, les pays exportateurs de pétrole, comme l'Angola, ont profité de l'augmentation des prix du pétrole jusqu'à la crise, alors que des pays dépendants des importations d'énergie en ont considérablement souffert. C'est une des raisons pour lesquelles il n'y a pas d'alternative en Afrique à l'approfondissement de l'intégration régionale. Une plus grande conscience régionale est toutefois nécessaire chez les responsables politiques qui sont encore trop prisonniers des structures nationales.

### **Seule une Afrique unie est une Afrique forte**

La question de savoir comment les États africains peuvent-ils donner de la voix pour mieux exprimer leurs intérêts dans les forums mondiaux fut au centre de la deuxième journée de conférence. L'ancien premier ministre canadien Paul Martin qui s'est engagé dans différentes initiatives et forums pour la défense des intérêts africains ouvrit la journée. Il a placé au centre de son exposé la question des causes du manque de capacité à s'imposer des intérêts africains au niveau international. La plus grande faiblesse de l'Afrique qu'il identifia est l'absence d'une classe moyenne en mesure de contraindre les élites au pouvoir à diriger leurs pays de manière responsable. Il souligna également la nécessité pour l'Afrique, de développer des positions communes et de parler « d'une seule et même voix » dans les négociations et forums internationaux. Ce n'est qu'ainsi que l'Afrique pourra s'affirmer face à des pays émergents comme la Chine et obtenir le respect qui lui est dû. Par ailleurs, ces intérêts communs de l'Afrique devraient être représentés par un négociateur de réputation internationale. M. Abdul-Kadir Bin Rimdap, ambassadeur du Nigeria en Allemagne, fit écho aux demandes de M. Paul Martin. Il exposa les difficultés considérables liées à la détermination de positions africaines communes. « Africa is not one state », déclara t-il et mit en avant la grande diversité et variété des États africains, qui posent selon lui la question de savoir si l'Afrique est somme toute en mesure de s'exprimer d'une seule voix. M. Rimdap insista également sur la responsabilité des États européens qui ont certaines obligations à aider l'Afrique en tant qu'anciennes puissances coloniales. Dans son commentaire, le professeur Bamba a également appelé les Européens à soutenir financièrement les fonds de compensation nécessaires au succès des processus d'intégration régionale en Afrique. Ces fonds pourraient garantir aux États économiquement plus faibles la compensation de pertes éventuelles engendrées par l'intégration régionale.

Lors d'un échange avec les experts de la plénière, le caractère exemplaire du processus d'intégration européen pour l'Afrique fut discuté. L'expérience européenne d'un processus d'intégration, commencé avec un nombre limité d'États puis développé selon un principe de géométrie variable, pourrait également être utilisée utilement en Afrique. Simultanément, l'UE illustre également la difficulté de processus d'intégration régionale, car, jusqu'à ce jour, et ce malgré une expérience de plusieurs années, leur position commune doit souvent céder le pas devant les intérêts des différents États. Dans ce contexte, les progrès réalisés ces dernières années par l'Afrique en direction d'une intégration régionale sont d'autant plus remarquables.